

463
299

P. H. Bp. 11270
ANECDOTE

SUR LA VIE POLITIQUE

DE BURKE

ET SUR SA MORT,

*Relativement à ses recherches et à ses
calculs sur les finances et le commerce
de la France depuis un siècle ;*

AVEC

*Des rapprochemens sur l'état progressif
de l'Angleterre, et sur les moyens de
ruiner la nation française.*

A PARIS,

Chez BERNARD, Libraire, quai des Augustins, n°. 37.

AN VIII. 1800

ID=36029455

AVANT-PROPOS

DU TRADUCTEUR.

« JE demande pardon d'avance aux
» savans , aux écrivains et aux admi-
» nistrateurs français , des vérités dures
» que Burke se permettoit de dire contre
» eux , en traitant un sujet qui devoit
» lui être étranger , et qui leur étoit
» particulièrement dévolu ; ils s'empres-
» seront sans doute d'y répondre , en
» redressant les erreurs et rectifiant les
» calculs qu'il a pu faire.

» Je les préviens , néanmoins , que je
» dois à sa mémoire , non pas la dé-
» fense de ses principes , mais celle des
» faits qu'il rapporte pour les établir ,
» et je m'engage de répliquer aux ob-

» jectons qui seront faites, par les dé-
 » veloppemens que Burke a établis lui-
 » même sur les matières qui ont donné
 » lieu à la présente Anecdote. »

A N E C D O T E.

LE vieux Burke avoit été contemporain de lord Chatham, il haïssoit comme lui la nation française, mais il le manifestoit moins.

L'ambition concentrée de Burke et l'amour-propre si naturel à un homme instruit, le portoient à croire qu'il pourroit bien à son tour parvenir, comme Chatham, à la première place de l'État.

Qu'a donc fait, disoit-il, le noble lord? c'est ainsi qu'il affectoit de l'appeler; il déclame d'une manière ignoble contre nos naturels ennemis, il les apostrophe dans ses discours au parlement, de chiens de français, de fils de p. . . ., etc., c'est bien digne d'un avocat du ban du Roi.

Je veux employer des armes plus faites pour distinguer l'homme d'État. Je veux que ma patrie me doive la ruine des Français!

C'est ainsi que Burke méditoit dans le silence du cabinet, le moyen le plus sûr pour préparer, suivre et déterminer la des-

truction des redoutables ennemis de l'Angleterre, et qu'il vouloit mettre le premier échelon au marche-pied qui devoit l'élever au-dessus de lord Chattam, dans l'esprit de sa nation.

Il avoit pour unique confident et pour ami intime, le capitaine Thomas Barth, fils du malheureux colonel Barth, proscrit et ruiné dans sa fortune, pour avoir été du parti du prétendant.

Burke s'attacha l'infortuné Thomas par des bienfaits, l'aida par ses amis et parvint à lui faire avoir un grade dans la marine, avec la propriété d'un vaisseau.

Thomas Barth passoit une partie de sa vie sur les mers et l'autre auprès de son ami Burke. Personne ne connoissoit mieux que lui le mouvement général du commerce, et particulièrement celui de la France; il étoit bon marin, bon négociant, mais ses connoissances se bornoient là.

Burke ne retiroit que des notions vagues de son ami Tom, comme il l'appeloit, soit sur les ressources de la France, sur ses produits, sur sa consommation, soit sur son importation et sur l'exportation de son superflu.

Ses idées administratives étoient grandes, il vouloit dévoiler les moyens d'existence du peuple français dans toutes ses parties et frapper sur le côté foible; il le connoissoit déjà, mais il vouloit porter des coups certains. Sa gloire en dépendoit; il vouloit enfin rivaliser lord Chattam par une route nouvelle, dont l'Angleterre auroit bientôt connu tout l'avantage et sur laquelle il auroit seul servi de guide.

Il confia au seul capitaine Thomas, le dessein qu'il avoit de réunir tous les matériaux qui pourroient le mettre à portée de connoître les produits généraux de la France, sa consommation possible, son superflu, et la valeur de son commerce d'exportation et d'importation, avec les rapports qu'il pouvoit y avoir entre les richesses effectives de ce peuple, les contributions et les dépenses qu'occasionnent ses besoins en denrées et marchandises étrangères à son sol.

Voici mes instructions, mon cher Tom, pars pour la France, ne néglige rien, n'épargne rien, fais couler l'or pour lever les obstacles qu'on pourra t'opposer, rapporte-moi le plutôt possible tout ce que je t'in-

dique, je te devrai beaucoup, et l'Angleterre encore davantage.

Il m'est important de savoir comment cette nation peut fournir à l'immense importation des objets étrangers qu'elle consomme. Je vois que son commerce extérieur est en perte; nous gagnons beaucoup sur elle, les Hollandais gagnent aussi; néanmoins, elle fournit par ses productions et par son industrie aux valeurs de cette consommation énorme, ce qui prouve qu'elle doit anticiper sur son superflu, et amener successivement ses cultivateurs, du strict nécessaire au dénuement, du dénuement à la misère. Seconde-moi, mon cher Barth, nous ruinerons les Français!

Apprends, mon cher Tom, que ce peuple agricole peut, non seulement subsister avec les productions de son territoire, mais encore que le superflu de ses denrées et de son industrie, lui procure les moyens de payer la valeur des denrées coloniales dont il s'est fait un besoin, et des marchandises étrangères qu'il consomme par goût, par caprice et par luxe; car les bénéfices de son commerce étant nuls, il puise tout dans l'étendue de son territoire.

Voilà qui est étrange, répliqua le capitaine, nous comptons nos productions presque pour rien, notre commerce seul forme notre principale existence, et la France au contraire.....

Hélas ! oui, dit Burke, et je suis forcé d'avouer que l'Angleterre est dans une position bien différente, réduits aux seules ressources de notre isle nous ne saurions exister. Nous avons perdu la domination des provinces unies de l'Amérique, parce que la mère patrie étoit trop foible ; actuellement notre puissance dans l'Inde semble assurer la haute destinée de la Grande-Bretagne. Tout nous a favorisé dans notre commerce ; la frivolité des Français, leur inconcevable ignorance dans les calculs d'un commerce utile, leur goût dominant pour nos productions industrielles, enfin cette France l'objet de nos sollicitudes intérieures, de notre jalousie et en même-temps du goût dépravé de notre jeune noblesse, est notre tributaire depuis près d'un siècle et ne s'en doute pas ; mais il est un terme à tout, quoique son administration soit toujours aveugle sur ses véritables intérêts, elle pourroit enfin s'éclairer, je

veux la saisir dans ses propres moyens d'existence et la faire périr sous le poids de l'opulence qui l'éblouit !

Je veux tracer la route qui peut rendre le commerce des Français de plus en plus préjudiciable : leur importation en denrées et en marchandises étrangères s'accroît chaque jour, je donnerai les moyens de la provoquer encore. La masse de leurs impôts forcera leurs cultivateurs de vendre jusqu'aux productions qui sont les plus nécessaires à leur existence, nous parviendrons à en réduire encore le prix, ce qui aggravera d'autant leur situation.

Le mouvement de leur commerce donnera le change aux habitans des villes, leurs administrateurs se tromperont par l'abondance factice des objets étrangers aux productions de leur sol et de leur industrie, et leurs cultivateurs périront de misère !... et leurs manufactures s'anéantiront successivement !....

Pars, va mon cher Tom, mes instructions t'apprendront ce qui devient nécessaire à mon projet, je te le développerai à ton retour.

Pendant le voyage du capitaine, Burke

découvrit à Londres un libraire français qui s'étoit réfugié en Angleterre pour éviter les poursuites que la police de Paris avoit dirigées contre lui, pour des écrits relatifs au Gouvernement.

Monsieur, lui dit Burke, auriez vous quelques notions, ou quelques ouvrages sur l'économie politique de la France, sur les finances, le commerce, les produits de votre territoire?

Eh, monsieur, répondit le libraire, nous avons dix mille volumes qui traitent de ces matières, il vous seroit impossible de les parcourir; ce sont d'ailleurs des questions si variées, que chacun y donne le sens que son imagination lui suggère.

Comment, dit Burke, est-ce qu'on peut varier sur des produits réels, sur les valeurs d'un commerce qui existe, sur des résultats qui participent de l'un et de l'autre, pour en extraire ce qu'on appelle les finances de l'état! quels sont donc les principes d'après lesquels vos administrateurs basent leurs opérations?

Monsieur ignore sans doute, reprit le libraire, que l'économie politique de la France est purement spéculative; d'ailleurs



la manie des économistes qui devient actuellement une espèce de controverse de tout ce qu'on a écrit, dérange une partie des principes qu'on avoit cru devoir adopter à cet égard.

Une économie spéculative, reprit vivement Burke; vous ne m'entendez pas, je vous demande uniquement un ouvrage qui traite des produits de la France, du mouvement de son commerce extérieur, où je puisse trouver des résultats clairs et positifs.

Nous ne possédons rien dans ce genre, monsieur, nos écrivains aiment à donner un libre cours à leur imagination, les rapprochemens, les calculs, les résultats, ne sont pas de leur fait. La docte économie politique donne un champ trop vaste pour s'astreindre à des renseignemens immenses, à un travail abstrait, pénible et subordonné à des faits qui sont, comme vous le dites très-réels, mais qui nécessiteroient des recherches bien difficiles à se procurer; et qui sait encore si le Gouvernement approuveroit qu'on dévoilât ainsi ses véritables ressources aux yeux de tous? Je dois vous avouer encore que nos écrivains mo-

dernes s'attachent beaucoup plus à des comparaisons savantes sur les anciens, qu'à donner des éclaircissemens sur la valeur des productions de nos terres et de notre commerce.

Si ce peuple-là, disoit Burke en lui-même, n'avoit qu'un canton de terre aquatique et fangeux comme les Hollandais, ou s'il étoit restreint à une isle, comme nous, à peine seroit-il compté au nombre des puissances de l'Europe. Profitons, profitons de sa frivole insouciance, elle nous a procuré une partie des richesses dont nous jouissons et son abaissement ajoutera à notre gloire.

Le libraire se rappela avoir dans un coin de son galetas un vieux livre qu'il jugea pouvoir proposer à Burke et le lui faire payer fort cher, à raison de son ancienneté et du desir qu'il paroisoit avoir d'obtenir des connoissances sur l'état de la France dans ses moyens d'existence.

Je possède, lui dit-il, un livre rare, rarissime, par les données qu'il présente sur l'étendue et les produits du territoire français; Vauban s'en sert dans ses mémoires sur la dixme royale; Voltaire le consulta

pour faire son Homme aux quarante écus ; c'est un ouvrage du célèbre géomètre Louis Boulenger.

Il fut le chercher , lui ôta la poussière dont il étoit couvert , et le présenta à Burke.

Bien , bien , dit le phlegmatique Anglais , un peu surpris. Il l'ouvre et lut :

« La calculation , description et géo-
 » graphie vérifiée de la France , ou projet
 » et calcul de sa longueur et largeur ,
 » par lequel on peut voir combien vaut
 » son revenu en douze deniers par cha-
 » cun arpent de terre , deux livres tour-
 » nois par chaque ville , cinq sols par
 » feu , et douze deniers de trafic par
 » chacun marchand , avec la computa-
 » tion , valeur et somme de deniers qui
 » se peuvent libéralement exiger sur le
 » pays , *sans molestation des habitans* ,
 » Par Louis Boulenger , 1565.

D'où il résulte , etc. etc.

Burke parcourut quelques pages et demanda le prix : — Deux guinées : — Je vous en donnerois dix , dit Burke , si je le croyois exact dans ses détails , néanmoins je le prends. Auriez-vous quelque chose de plus moderne sur cette matière ? — Non ,

monsieur, le siècle où nous sommes est trop éclairé pour pouvoir confondre les connaissances que Boulenger réunissoit ; il étoit à-la-fois géomètre, administrateur, géographe, et avoit des vues réfléchies et profondes sur l'économie politique. Actuellement chacun est classé dans sa partie ; on empiète rarement sur celle d'autrui. — Dites plutôt, répliqua Burke, que l'esprit rétréci s'absorbe dans la sphère qui le circonscrit, et que le génie seul plane sur tout ce que l'imagination lui présente d'avantageux pour son pays.

O ! monsieur, vous êtes dans l'erreur, depuis que les Français analysent les idées et les sensations, leur esprit est devenu si délié, si subtil. — Oui, oui, dit Burke, si subtil que leur bon sens s'évapore.

Burke emporta son livre et rentra chez lui. On lui annonça la mort de Chattam : il éprouva une contrariété inconcevable ; il n'étoit pas en mesure, son travail n'étoit pas fait, et il étoit trop sage pour se mettre en évidence, avant d'avoir prouvé à toute l'Angleterre qu'il méritoit de succéder à un homme qui avoit obtenu une considération presque générale.



Le capitaine Barth arriva peu de temps après , avec une cargaison de renseignements.

J'en ai rempli , disoit-il à Burke jusqu'à la Sainte-Barbe ; j'ai une immensité de mémoires d'intendans ; des états comparatifs , des tableaux de produits du ministère des finances ; des données partielles sur les productions de chaque province ; des relevés des rôles des contributions , et un plus grand nombre encore de vues économiques sur les finances et sur l'agrandissement du commerce.

Ah , mon ami , dit Burke , en l'embrasant , quel trésor !!! — Ce qu'il y a de singulier , dit le capitaine , c'est que vous serez peut-être le seul qui aurez lu cet immense fatras.

Comment , répliqua Burke , est-ce que les ministres ne s'en éclairent pas ?

Impossible , dit Thomas , ils passent leur vie à donner des signatures et des audiences. — Ils ont donc la science infuse ? — Pas souvent , d'après ce que bien des gens disent , mais ils ont la grace d'État. Burke se mit à rire.

J'oublois de vous dire , ajouta le capi-

taine qu'on m'a conseillé de me charger aussi d'un tas d'ouvrages sur l'économie politique des finances et du commerce , j'en ai rempli le fond de cale de mon navire ; vous en tirerez ce que vous pourrez. — Bien , bien , mon cher Tom , on ne sauroit trop se procurer de lumières ; valent-ils mieux que Smith ? — J'en ai parcouru quelques-uns pendant ma traversée , ils se reportent presque tous à ce qu'il a dit ; ils le citent à toutes les pages. — Ça ne vaut donc pas grand'chose ? dit Burke , tout cela est un réchauffé d'imagination , je m'en tiendrai à mes manuscrits.

Mon ami , le commerce , comme tu sais , cherche toujours les routes peu fréquentées , c'est-là où il devient avantageux ; et certes nos négocians et ceux des autres nations , n'ont pas été confier leur secret à Smith ni à mille autres qui s'avisent d'écrire sur le mouvement du commerce en général. Je veux connoître le principe de celui des Français , la valeur de sa mise , celle qu'il se procure en échange , et le moyen de le leur rendre de plus en plus préjudiciable. Ils ne savent pas que le désordre de leurs finances provient de ce premier mobile. Je

vais travailler à développer cette vérité de manière à pouvoir en tirer de plus grands avantages pour notre pays ; j'y parviendrai, Tom, et l'Angleterre comptera encore un administrateur utile qui fera oublier Chattam.

Burke lut, relut, compara, rapprocha tous les documens que lui avoit procurés le capitaine Barth ; il s'échauffoit, se noyoit dans l'immensité des pièces qu'il avoit sous les yeux. Son travail devenoit d'autant plus pénible, qu'il ne trouvoit jamais que des aperçus qui se contredisoient même dans leurs résultats. Il ne falloit pas moins que la bonne tête d'un administrateur entraîné par l'ambition et l'amour propre, pour s'acharner ainsi à débrouiller ce chaos. Mais Burke vouloit donner une idée de ses lumières, de ses moyens, et de son patriotisme. Il travailloit à l'insu de ses amis ; son cher Tom étoit le seul qui connoissoit ses vues.

Il le trouva un jour, jurant d'impatience et de dépit sur le vide des renseignemens qu'il lui avoit procurés ; se peut-il, disoit-il, qu'une nation qui passe pour être éclairée, n'ait pas donné à la partie d'où dépendent

son existence , ses richesses et le bonheur du peuple , des développemens plus positifs sur ses moyens de commerce et de finance ? J'avois meilleure opinion de l'*esprit philosophique* des Français..... Tom, j'ai de l'humeur, j'ai besoin de raisonner avec toi, fumons une pipe. — Parbleu, dit le capitaine, buvons un verre de vin de Bordeaux (il savoit que Burke ne le haïssoit pas). — Volontiers, dit Burke, je serois tenté de croire que le vin de France donne de l'esprit, et que la bière de Bristol donne du bon sens.... quelles nouvelles avez-vous apprises en France ? qu'y fait-on en politique ? — Rien d'important, sinon que Calone et Necker se disputent sur le plus ou le moins de leur *déficit*; je vous ai apporté leurs mémoires, leurs comptes. — Je les ai vus dit Burke, le Gènevois est un charlatan qui a beaucoup de présomption.... l'autre a plus d'esprit, mais c'est un étourdi... l'un fera beaucoup de mal, l'autre beaucoup d'inconséquences ; ils m'ont éclairé sur le véritable état de leurs finances.... j'en tirerai parti.... je leur réserve la repréaille de la perte de nos colonies !..... Chattam n'est plus. — Et son fils, dit le capitaine ? — Il

est trop jeune, il n'osera pas aborder le ministère; lord Nort cherche à l'en détourner. — Le capitaine secoua la tête. — Si j'avois complété mon ouvrage, dit Burke, j'aurois pu....., mais j'aime mieux attendre..... Je peux prouver à toute l'Angleterre que je veux battre nos ennemis avec leurs propres armes. Voici les premières données que j'ai recueillies sur les pertes qu'ils ont faites, et sur les bénéfices que nous avons obtenus sur leurs productions et sur la valeur de la consommation qu'ils ont faite en objets étrangers à leur territoire.

J'ai vu que du commencement du siècle jusqu'à nos jours, la France a successivement exporté en denrées et en objets industriels de son intérieur, une valeur d'environ 18 milliards 500 millions tournois.

J'ai reconnu qu'environ 12 milliards ont été employés au paiement des échanges des productions coloniales dont ils se sont fait un besoin.

Les 6 milliards 500 millions restans, ont servi à l'achat des marchandises, matières premières, et objets de pur luxe entièrement étrangers à leur sol et à leurs fabriques.

Conséquemment

Conséquemment, l'exportation et l'importation de ces objets de différentes natures, ont produit un mouvement de commerce de 37 milliards.

Nous avons participé dans ce mouvement général, soit en prenant leurs denrées et marchandises, soit en leur portant des valeurs d'échange en d'autres objets, pour plus de la moitié de cet immense commerce.

Nous avons colporté leurs productions dans les quatre parties du monde, et nous avons gagné la différence du prix de la première main à la revente, avec l'avantage du transport que nous en avons fait.

Nous avons pris dans nos possessions de l'Inde, dans nos colonies et ailleurs, ce que nous leur avons apporté, et nous avons encore gagné indépendamment du frêt, l'avantage de prendre sur les lieux, et de vendre à prix défendu à des distances immenses.

Ces bénéfices réunis se sont portés à plus de vingt pour cent, sur au moins la moitié de ce mouvement général du commerce des Français, ce qui nous a procuré environ 4 milliards que la France auroit pu gagner elle-même.

Notre marine s'est augmentée en forces et en moyens , nos richesses se sont accrues , et nos ennemis enfouisoient des valeurs considérables en objets de pur luxe qu'ils payoient avec les produits de leurs terres , consommoient des sommes énormes en marchandises étrangères qui déprécioient et diminoient d'autant celles de leurs manufactures , et augmentoient la consommation des denrées étrangères à leur sol.

Plus cette consommation étrangère au territoire français devenoit considérable , plus l'exportation des denrées du sol exigeoit d'écoulement pour procurer la valeur de ces échanges.

Et plus les impôts prenoient d'extension , plus le cultivateur étoit obligé de vendre pour les acquitter.

Mais le Gouvernement français, toujours en défaut sur les véritables principes, ne s'apercevoit pas que le prix des denrées ne prenoit pas la progression nécessaire pour balancer celle des charges ; il minoit insensiblement ses ressources et ruinoit les cultivateurs.

Notre politique plus éclairée réduisit

leur marine, notre commerce s'empara de presque tous leurs transports, nous disposâmes peu à peu de leurs denrées les plus précieuses, et nous prîmes tous les moyens qui pouvoient en diminuer le prix.

Et comme ils n'avoient aucune notion entre les produits généraux de leur sol et leur consommation possible, ils ne pouvoient pas calculer la valeur de leur superflu, laquelle étoit uniquement destinée à payer leur consommation de toutes natures, étrangère à leurs productions.

Cette ignorance parfaite du mouvement de leurs relations commerciales, tant en valeur d'exportation que d'importation, les a livrés à l'abandon des principes qu'ils auroient dû suivre pour régulariser et diriger leur commerce.

C'est-là où j'ai reconnu le vide des connoissances administratives des Français : diriez-vous que toutes leurs données sont purement approximatives et comparatives ?

On ne trouve dans le dédale de leurs finances, aucun rapport entre les produits généraux de la nation et les impôts, aucun rapprochement certain entre ces mêmes produits et la consommation possible de

leur population ; aucune trace de la valeur du superflu , qui doit naturellement être dévolu à l'échange des denrées et marchandises étrangères qu'elle consomme.

Aussi les contributions foncières excèdent la mesure d'un impôt juste et raisonnable ; les denrées de première nécessité , quoique toujours au-dessus de leur besoin , deviennent néanmoins souvent rares , et elles leur manquent même quelquefois , parce qu'il existe des écoulemens inconsidérés ; leur commerce extérieur n'étant pas calculé , une impulsion aveugle donne seule le mouvement aux échanges.

Vous devez bien penser que cette position ; dont le Gouvernement français est distrait par la pénurie soutenue de ses finances , nous a donné de grands avantages. Mais ce n'est pas assez , je veux , mon cher Tom , préparer , calculer , et déterminer son entière ruine ! Voilà le but de mes recherches.

Damnation sur tous les Français ! dit le capitaine , mais conservons-nous leur vin. — Nous le conserverons , répondit Burke ,... à votre santé , Tom , nous eûmes jadis un instant la province qui le produit.

— Par ma foi , dit le capitaine , ça vaut bien mieux que le vin de Porto.

Vous ne connoissez pas , dit Burke , la politique qui nous a engagés à faire une grande consommation du vin de Portugal. Cette puissance avoit jadis beaucoup d'or , nous avons cherché à nous l'approprier ; le commerce que nous avons d'abord fait avec elle , en a été le prétexte ; nous l'avons dépouillée de ses richesses ; sa monnoie d'or a circulé pendant longtemps en Angleterre , et nous sommes parvenus à la posséder presque exclusivement.

Nous avons jugé avantageux de faciliter le vin de Portugal de préférence au vin de France , dont la grande consommation nous effrayoit ; d'ailleurs notre commerce retiroit de plus grands bénéfices des vins français avec les autres nations ; aussi prîmes-nous des dispositions à cet égard , également sages et avantageuses.

Nous établîmes de foibles droits sur le vin de Porto , qui nous coûte environ six sous la bouteille , et qu'on vend communément un schelling en Angleterre ; le vin de France au contraire nous coûte sur les lieux , de dix-huit à vingt sols , et le prix commun ,

frais d'entrée payés , est de cinq schellings ; à la vérité le Gouvernement retire un droit d'environ trois livres tournois ; de manière que les gens aisés ou riches qui en boivent , sont seuls chargés de cet impôt indirect , et le peuple qui boit habituellement du Porto , ne paye qu'un très-foible droit.... — C'est-à-dire , dit le capitaine Thomas , qu'en finissant cette bouteille , nous aurons contribué pour trois livres aux besoins de notre Gouvernement. — Précisément , dit Burke , en versant le reste de la bouteille..... à la prospérité de l'Angleterre..... — et à celle de notre commerce , répliqua le capitaine.....

Je dois cependant vous confier , mon cher Tom , avec un dépit que je ne peux dissimuler , que malgré la situation pénible où nous avons réduit la France , si , pour le malheur de l'Angleterre , ce peuple devenoit réfléchi , calculateur et commerçant comme nous le sommes , la prépondérance de la Grande-Bretagne disparoîtroit dans le monde entier ; car ce n'est qu'aux fautes répétées de son Gouvernement et aux vues rétrécies de son administration , que nous devons nos richesses et notre puissance.

Vous en allez juger , Tom , d'après les détails que je vais vous communiquer de la progression de leurs richesses réelles depuis environ un siècle.

En 1700, la population de la France étoit d'environ 18 millions 500 mille individus : ses terres en culture s'élevoient à 55 millions d'arpens ; son numéraire en circulation se montoit à environ 500 millions.

La valeur des produits généraux de son territoire et de son industrie s'élevoit à-peu-près à 1,150 millions , ce qui donnoit à chaque individu une quote part de 60 liv. 10 s. à laquelle il pouvoit prétendre à l'aide de son travail.

Les journaliers de la campagne étoient payés à raison de 8, 9 et 10 sols ; ceux des villes, 12, 15 et 20 sols, suivant l'état qu'ils professoient. Le prix moyen du pain étoit de neuf deniers à un sou la livre.

La France avoit déjà obtenu une faveur prononcée dans toute l'Europe, par ses manufactures et les précieuses denrées de son sol. Ses vins, ses eaux-de-vie faisoient les délices de nos pères ; les étoffes qui venoient de leurs fabriques enchantoient leurs femmes. C'étoit un engouement gé-

néral dans toutes les cours , et nous mêmes suivîmes cette impulsion dangereuse ; nos parures de gala devinrent à la française , malgré la causticité de nos vieux Bretons , qui sentoient le ridicule de cette métamorphose.

Leur commerce d'exportation étoit alimenté par leur industrie , et par le peu de superflu qu'ils avoient alors en denrées ; sa valeur se portoit déjà à environ 200 millions.

A la vérité , ils commençoient à se faire un besoin des productions coloniales , dont la consommation s'augmentoît chaque jour ; et les modes , le goût , le caprice et le luxe leur firent insensiblement adopter d'autres objets que des pays lointains pouvoient seuls leur fournir.

Le plus grand avantage du commerce fut toujours de saisir le besoin et le goût dominant des nations , et de leur procurer ce qui les flatte le plus , en le leur faisant bien payer. Les gens riches appellent ces besoins et ces goûts la jouissance et les douceurs de la vie. On peut dire que les Français les multiplièrent de plusieurs manières , sans jamais penser si elles pouvoient être utiles à l'ensemble de la société.

La position de l'Angleterre étoit alors bien différente : occupée à agrandir et à utiliser ses colonies , il en résulta une dépopulation dangereuse pour la Grande-Bretagne , que les liaisons intimes de la mère patrie avec les colons , pouvoient seules rendre moins funeste.

Heureusement un fanatisme religieux , qui avoit déjà fait verser beaucoup de sang , s'empara de l'esprit des Français , prévalut à la cour , et ce fut le comble de l'impolitique.

La révocation de l'édit de Nantes fut prononcée : cette mesure imprévue leur porta le coup le plus funeste ; nous en recueillîmes tout l'avantage. Plus de soixante mille familles quittèrent la France pour cause de religion ; ce fut un triomphe pour leurs prêtres et un bonheur inespéré pour notre patrie.

Nous reçûmes , nous protégeâmes ces malheureux proscrits , nous leur prodiguâmes des secours ; ils nous apportèrent le secret des plus belles manufactures que la France possédoit seule. Nous leur assignâmes le quartier de Londres que vous connoissez (the moarfils) ; ils y établirent

des fabriques qui rivalisent actuellement celles de nos ennemis, et leurs enfans ont déjà remplacé la population que nos colonies avoient entraînée.

Il arriva une nouvelle crise en France, dont nous profitâmes encore.

Les prodigalités du Régent, Philippe d'Orléans, amenèrent le désordre dans les finances de l'État ; il crut pouvoir les rétablir en suivant le système de Law. Tout fut bouleversé dans l'ordre social et commercial. Plusieurs années se passèrent à effectuer et à rétablir le mal que doit naturellement produire un système si ridicule.

L'Angleterre n'étoit pas étrangère à tous ces mouvemens ; elle agrandissoit son commerce, consolidoit ses colonies, et commençoit à prendre l'attitude d'une puissance qui devoit primer un jour en Europe, en conservant néanmoins cette simplicité noble qui nous caractérise.

La France au contraire déployoit un luxe qui avoit nécessité de plus grands besoins pour les dépenses de son Gouvernement, et qui avoit doublé la consommation des productions étrangères à son territoire.

Dès 1740, les contributions étoient portées à 300 millions, ce qui étoit le double de ce qu'elles étoient en 1700.

La consommation en denrées coloniales et en marchandises étrangères s'élevoit déjà à plus de 400 millions.

Leur population étoit calculée sur vingt millions d'individus, et leurs terres en culture à environ soixante millions d'arpens.

Les produits généraux en denrées et en objets d'industrie s'élevoient à une valeur de 2 milliards 400 millions.

Leurs relations commerciales avec l'Espagne et le Portugal, la refonte successive de leur monnoie, celle de l'argenterie des particuliers, qu'on avoit exigée, avoient porté la valeur de leur numéraire en circulation à près d'un milliard.

Mais aussi les journées de travail de la campagne se payoient 14, 15 et 16 sous; celles des villes, 15, 20, 25 et 30 sous; et le prix du pain étoit de 1 sou 9 deniers à 2 sous la livre.

Les économistes prétendirent qu'il y avoit une parité relative en tout point vis-à-vis les cultivateurs, et un grand avantage dans le commerce; et quoiqu'ils n'eussent au-

cune connoissance des rapprochemens que je viens de faire, le Gouvernement, qui n'avoit cependant pas une confiance entière dans leurs raisonnemens spéculatifs, crut pouvoir donner encore une extension successive aux impôts directs et indirects.

Mais les vieillards qui cultivoient leurs champs, sans savoir lire ni écrire, et qui ne raisoient pas d'après le système économique de ces savans, disoient à leurs enfans : « Dans ma jeunesse, nous mangions » du bon pain, nous buvions de notre » meilleur vin ; et mon vieux père me di- » soit : le bon roi Henri nous avoit promis » la poule au pot pour les dimanches ; il » est mort trop tôt. . . . »

» Mes amis, les temps sont bien chan- » gés ; si on continue, nous serons obligés » de changer notre bled pour de l'orge et » notre vin pour de la piquette. . . . »

J'ai vu, mon cher Tom, ce trait bien significatif, dans une réponse que faisoit un honnête intendant au ministre, sur l'état du commerce de sa généralité.

En effet, remarquez que l'importation qui se faisoit en France en denrées coloniales, en marchandises étrangères et en objets de

luxe de toute nature , étoit uniquement consommée par les gens riches et les habitans aisés des principales villes ; car on ne voyoit ni café , ni sucre , ni cacao , ni canelle , ni girofle , ni étoffes des Indes , ni porcelaines du Japon , ni magots de la Chine , dans les habitations des peuples de campagne. Cependant tous ces objets nécessitoient des valeurs d'échange pour se les procurer. Et comme les impôts sembloient suivre la progression de cette consommation étrangère au sol ; le cultivateur forcé de vendre ses denrées dans des temps peu propices , et en plus grande quantité pour fournir à sa quotité de contribution ; le spéculateur veillant toujours à ses pressans besoins , pour les obtenir à plus bas prix , il arrivoit que le contribuable étant pressé d'une part , pour l'obliger à s'acquitter , trouvant de l'autre la facilité de vendre , il se restreignoit au plus strict nécessaire , et le moindre revers le plongeoit dans la misère.

Les administrateurs français ne voient que le grand mouvement des villes , ils remontent rarement à la source qui le procure.

Des vaisseaux arrivent de toutes parts, ils apportent des marchandises pour des sommes immenses, ils font leur chargement, reviennent encore, et remportent toujours leurs plus précieuses productions. Ils croient faire le commerce. . . .

Bénéissons leur ignorance, mon cher Tom, et profitons de leur erreur.

Avant et après l'époque que j'ai citée, ils firent la guerre, et leurs vues politiques étoient presque toujours pour la gloire. Nous la fîmes aussi, mais c'étoit par intérêt.

Pendant la paix ils s'occupent beaucoup des finances, c'est un grand mot chez eux, tout le monde en parle, et personne n'a encore pu le définir, car le mot et la chose semblent toujours expirer faute d'aliment.

Plus les Français augmentoient la consommation des productions étrangères, plus nous sentîmes la nécessité de tourner au profit de notre Gouvernement celles que nous consommions nous-mêmes dans l'intérieur de l'Angleterre; nous nous étions fait les mêmes besoins en denrées coloniales, et nous y avons ajouté les vins, les eaux-de-vie de France, et une infi-

nité d'autres objets de luxe et de caprice.

Mais nous fîmes assez sages pour convenir que, si les agrémens de la vie l'emportent sur les considérations politiques, nous devions du moins établir sur ces objets des droits assez forts pour que les cultivateurs participassent le moins possible dans les dépenses de l'État. Nous fîmes en conséquence ce tarif des douanes que vous connoissez, qui produit plus du double que celui des Français, quoique notre consommation soit de plus de moitié moins considérable que la leur.

Ce principe étoit incontestablement bien vu en économie politique, attendu que le besoin qu'on se fait, et qui n'est pas de nécessité absolue, devient une consommation de luxe dont on pourroit se passer; mais comme on ne peut pas raisonnablement priver l'homme des agrémens de la vie qu'il peut se procurer, il devient cependant de toute justice, en principes sociaux, que cette partie de consommation serve à alléger celle d'où l'existence du peuple dépend uniquement.

Le territoire de la nation française est le seul mobile de ses richesses et de son

existence ; son commerce ne lui procure d'autres avantages que cette consommation étrangère à son sol , qu'ils appellent les douceurs et les agrémens de la vie. Tu me devine , Tom ; je veux provoquer les moyens qui réduiront successivement leurs ressources réelles , par leur consommation de pur agrément , qui devient de plus en plus une habitude et un besoin pour tous les Français.

Ils porteront toujours la masse de leurs impôts sur leurs terres ; ils ne s'aviseront jamais que la consommation habituelle des productions étrangères doit en supporter une partie d'autant plus forte , que ce sont les gens riches ou aisés qui la font. En nous appropriant la presque totalité de leur exportation , nous deviendrons les arbitres du prix de leurs denrées les plus précieuses , que nous réduirons au prix le plus bas. En nous emparant de leur importation , nous augmenterons de plus en plus leur consommation de productions étrangères.

Notre Gouvernement a bien suivi ce système depuis environ un siècle , mais il ignore encore tout le mal qu'il peut leur faire. Ce sera moi , mon cher Tom , qui lui indiqueraï

indiquerai la route qu'il faudra prendre pour conduire la France à sa ruine.

Après la conquête du Canada, nous parvînmes à détruire leurs comptoirs dans l'Inde, et à posséder ce banc de Terre-Neuve presque exclusivement ; ils ne nous disputèrent plus l'empire des mers. Mais le ministre Choiseul, dont l'adresse et le mérite étoient bien plus connus des étrangers que des Français eux-mêmes, nous porta le coup le plus funeste, il nous amena à une rupture avec nos colonies de l'Amérique septentrionale ; il nous amusa, nous donna le change, et nous perdîmes cette importante domination.

Son exil vint trop tard : il y avoit longtemps que nous cherchions à le perdre ; mais son ascendant étoit si fortement établi, qu'il eut même des amis après sa disgrâce.

Nous employâmes toutes nos ressources, tous nos moyens, et cette imperturbable ténacité qui nous caractérise, à réparer nos pertes ; nous agrandîmes nos possessions dans l'Inde, nous couvrîmes les mers de nos vaisseaux, nous nous emparâmes du commerce des Français, et nous attendions un moment favorable pour ôter aux Hollandais

les moyens de prendre une part active dans nos projets.

Parvenus à l'époque de 1784, notre attente n'étoit pas encore entièrement remplie ; nous avions cependant dépossédé plusieurs nababs dans l'Inde, nos établissemens y annonçoient plutôt une puissance formidable, que des comptoirs de commerce ; ceux que les Français y avoient établis n'existoient plus, les rois qui habitoient ces riches contrées, avoient été forcés de se retirer bien avant dans les terres, et nous possédions toujours l'empire des mers.

Nous avons réduit les Français dans leur marine, nous profitons d'une grande partie de leur commerce d'exportation et d'importation, nous prenions dans leurs ports...

O ! pour cela, c'est bien vrai, dit le capitaine ; mais je n'avois pas encore songé, qu'ayant gagné depuis dix ans vingt mille livres sterling sur leurs denrées, je leur faisois perdre cette valeur. Je conçois actuellement que, s'ils les avoient exportées avec leurs propres vaisseaux, et que s'ils les avoient vendues, comme j'ai fait, cette somme auroit tourné à leur profit.

Goddem ! dit Burke, taisez-vous, vous

dévoilez le secret de notre Gouvernement, continuez votre commerce, et ne vous embarrassez pas de la main invisible qui vous conduit.

A la bonne heure, répliqua le capitaine, je vais réaliser mes fonds en Angleterre, mais je ne les mettrai pas à la banque, je vous en préviens.

Damnation ! s'écria Burke en jurant, ne le faites pas, mais ne le dites pas ; c'est un crédit mystérieux qu'il est de la plus grande importance de conserver. Continuez à gagner avec les Français, doublez, triplez vos fonds, ils ne s'en doutent pas. Mais ce n'est pas tout, il faut qu'indépendamment des bénéfices que nous faisons sur les productions de leur territoire, nous réduisions ce peuple à une telle misère, qu'il déplore son sort, qu'il s'agite, qu'il s'irrite et qu'il desire un bouleversement total. Vous allez juger de mes moyens par le résultat de leur position en 1784.

Les Français portoient alors leur population à environ 24 millions d'individus ; leurs terres en culture s'élevoient à 75 millions d'arpens, leur numéraire en circulation se montoit à 2 milliards 200 millions.

Leurs produits généraux étoient d'une

valeur annuelle d'environ 3 milliards ; leur commerce d'exportation , pris sur le superflu de leurs denrées et de leur industrie , s'élevoit à plus de 700 millions.

« Que d'immenses richesses ! s'écria le capitaine , il n'y a pas de nation au monde qui puisse prétendre à de tels avantages.

Vous avez bien raison , mon cher Tom ; heureusement ils ne les connoissent pas.

Ils ont eu recours à un Gènevois , banquier de profession , pour raviver leur crédit. Il leur a fait un bilan qui a couru toute l'Europe. Il prit le Gouvernement français pour une maison de commerce ; il se trompoit bien , car c'est nous qui en faisons la plus grande partie ; mais ce ministre n'étoit ni administrateur ni commerçant : il fit de gros livres , beaucoup de gens le préconisèrent , et il finit par gagner personnellement beaucoup d'argent , en démontrant que les recettes étoient au-dessous des dépenses de l'Etat.

A la vérité , le Gouvernement français s'étoit donné successivement des charges considérables.

Sa dette s'élevoit à plus de 4 milliards , et les dépenses publiques s'étoient accrues de près de moitié depuis 1740.

La consommation en objets étrangers au sol , s'étoit élevée à plus de 700 millions , et les neuf dixièmes de la population n'y participoient pas. La masse des contributions avoit été portée à 560 millions , et les gens riches et les privilégiés n'y coopéroient que pour une bien foible partie.

Conséquemment le peuple , et sur-tout les cultivateurs , supportoient le poids des charges publiques , et ne jouissoient d'aucunes de ces douceurs de la vie que les productions étrangères procuroient : mais ils pouvoient s'en passer ; d'ailleurs il est de la bonne politique que l'homme qui possède au-dessus de son existence , l'étende par des jouissances qui se reportent à l'industrie , même à un commerce nécessaire.

Les Français connoissent bien cette vérité , mais ils ne l'ont jamais subordonnée à des calculs qui leur auroient démontré que la valeur de l'immense importation qu'ils consomment , doit être nécessairement balancée par une exportation de denrées , d'objets industriels , ou de numéraire.

Leurs agréables et précieuses productions étant désirées dans les quatre parties du monde , toutes les nations les accueillant favorablement, nous avons dû et nous

devons nous attacher à nous les procurer pour maintenir et accroître les bénéfices que nous en retirons. Leur industrie au contraire ombrage celle que nous avons eu tant de peine à établir dans notre intérieur. Nos ressources, nos moyens et les communications que nous avons dans le monde entier, parviendront d'autant plus aisément à avoir la préférence, que les Français eux-mêmes, par une suite de leur inconséquence et de leur légèreté, se prononcent pour tout ce qui est anglais.

Ce premier avantage est nécessaire à la gloire de l'Angleterre, mais il n'atteint pas encore au coup fatal que je leur prépare.

Il faut, mon cher Tom, que le peuple des villes soit malheureux, et que celui des campagnes soit misérable !.....

Parvenus à réduire le mobile de leur exportation aux seules productions de leur territoire, et leur consommation étrangère au sol étant toujours la même, sa valeur ne fût elle que de 500 millions, il en résultera toujours l'obligation de fournir cette même valeur en denrées.

Le transport que nous en ferons, et les différentes spéculations qu'elles nous mettront à portée de former dans le monde

entier, nous procureront au moins vingt pour cent, ce qui donnera un bénéfice de cent millions.

L'importation que nous ferons également en échange de cette même valeur de denrées, nous vaudra encore, y compris le frêt, vingt pour cent, qui produiront un pareil bénéfice de cent millions. Partant, le bénéfice annuel au profit de l'Angleterre, sera de 200 millions.

Devenus les maîtres absolus de leur commerce, nous deviendrons en même-temps les arbitres du prix de leurs denrées. C'est là, Tom, ou je déploierai tous mes moyens, pour éviter la concurrence, pour forcer l'exportation des productions de toute nature, par l'importation dans leurs ports, de tous les objets qui pourront séduire leurs goûts, leurs caprices et leur luxe.

Les cultivateurs français restreints déjà dans leurs moyens d'existence, forcés de se restreindre encore par le bas prix de leurs denrées, et par l'accroissement des contributions qu'on leur imposera, succomberont sous le poids de la misère, et l'Angleterre triomphera.

Le mobile de leur commerce intérieur, tu le sais Tom, se dirige par un principe

qui est celui de toute la gent mercantille ; c'est le bon marché, eh bien, nous leur donnerons des marchandises à bas prix, ils y gagneront individuellement, mais leurs manufactures s'anéantiront. Il importe peu à un marchand français de ruiner ses propres fabriques, pourvu qu'on lui procure des marchandises d'un débit avantageux.

Il importe aussi peu à leurs négocians, que les objets sur lesquels ils spéculent leur soient apportés par un navire étranger, ou par un de leur nation, pourvu qu'ils y trouvent du bénéfice.

De légers sacrifices nous mettront à portée de leur présenter un apas, qu'aucune nation ne pourroit leur offrir.

Mon cher Tom, dit Burke, en prenant la main du capitaine, mon travail fini, je soumettrai à la chambre un nouveau traité de commerce avec les Français, qui préparera l'effet de mes dispositions. Vois-tu ces lignes de chiffres ? c'est là où je vais puiser les moyens de mon triomphe, et la certitude de leur ruine.

Burke parcouroit des yeux les deux tableaux ci-après, avec une joie qu'il dissimuloit d'autant moins, que son caractère naturellement bouillant, se cachoit toujours

sous les dehors de la sévérité la plus réfléchie vis-à-vis de tout autre que son ami Tom.

RAPPROCHEMENS de la progression des richesses de la France depuis 1700 jusqu'en 1784.

Epoques.	Population.	Terres en culture.	Produits généraux.	Numéraire en circulation.	Évaluation du superflu.
<i>En</i>	<i>Individus.</i>	<i>Arpens.</i>	<i>liv.</i>	<i>liv.</i>	<i>liv.</i>
1700	18,500,000	55 millions.	1150 millions.	500 millions.	150 millions.
1740	20,000,000	60 millions.	2 milliards 400 millions.	1 milliard.	500 millions.
1784	24,000,000	75 millions.	3 milliards.	2 milliards 200 millions.	700 millions.

RAPPROCHEMENS de la progression des dépenses de la France depuis 1700 jusqu'en 1784.

Epoques.	Prix commun du pain.	Prix moyen des journées de travail.	Total des contributions.	Participation de chacun à l'impôt.	Évaluation de la consommation des productions étrangères au sol.
<i>En</i>	<i>sou d.</i>	<i>sous.</i>	<i>liv.</i>	<i>liv. sous.</i>	<i>liv.</i>
1700	1	10	165 millions.	9	150 millions.
1740	1 9	15	300 millions.	15	480 millions.
1784	2 3	20	560 millions.	22 10	650 millions.

Tu remarqueras aisément, mon cher Tom, dit Burke, en pointant son doigt sur le premier tableau, que la population de la France, de la première époque à la seconde, diffère de beaucoup en moins de celle de 1740 à 1784. C'est là, la mesure de la perte que lui occasionna la révocation de l'édit de Nantes, et la proscription des protestans, dont nous avons si heureusement profité.

Tu remarqueras encore que, quoique les contributions, dès le commencement du siècle, eussent été prodigieusement accrues depuis Henri IV, néanmoins, la consommation en productions étrangères ne nécessitant pas une exportation considérable en denrées du sol, attendu que leur industrie avoit alors une faveur prononcée dans toute l'Europe, il restoit aux cultivateurs beaucoup plus de moyens d'une existence aisée, qu'en 1740, où la consommation des productions étrangères étoit déjà portée à 480 millions, et les contributions presque au double de 1700.

De 1740 à 1784, les impôts ayant encore été augmentés, et l'exportation des denrées du sol l'ayant été également, pour fournir à l'addition de la consommation des objets

étrangers dont l'importation s'étoit élevée à une valeur de 650 millions, tu dois juger que les cultivateurs français avoient été forcés de se restreindre encore sur leurs moyens d'existence, avec d'autant plus de raison, que les impôts avoient été successivement portés à 560 millions.

Et quoique la culture des terres se fût accrue, et que leurs denrées eussent doublé de prix ; il s'en falloit de beaucoup qu'il y eût parité entre leur situation ancienne et celle où ils se trouvoient ; d'ailleurs leur industrie n'avoit plus la même faveur chez l'étranger, notre concurrence y gagnoit de jour en jour, et nous avions porté le goût de nos propres marchandises, jusque dans l'intérieur de la France elle-même.

D'où il avoit résulté que les Français, pour augmenter leur numéraire en circulation, ce qui leur devenoit indispensable pour fournir aux impôts, et aux besoins du commerce, avoient été obligés de prendre davantage sur leurs propres produits ; conséquemment, de forcer de plus en plus l'exportation de leurs denrées. Et comme leur bénéfice dans le commerce extérieur étoit devenu presque nul, et qu'ils pui-

soient toujours dans les produits de leur territoire pour faire face à leurs dépenses de toute nature, la culture atténuée dans ses moyens, laissoit à peine de quoi subsister à celui qui y donnoit son temps.

Cet état de choses ne peut pas exister long-temps, mon cher Tom, son terme est une suite naturelle de mes calculs, et des moyens que j'indiquerai, et pour peu que nous parvenions à aggraver cette situation pénible, c'en est fait de la nation française.

Notre heureuse patrie, ajouta Burke, a trouvé dans la sagesse de son Gouvernement éclairé, des ressources qui nous ont préservés, non seulement de l'état de détresse où nos ennemis naturels se plongent tous les jours, mais encore nous ont ouvert une route certaine aux plus grandes richesses, et à la puissance la plus étendue. Il ne nous reste plus qu'à ruiner cette nation, notre unique rivale, et j'en ai pris la tâche.

Croirois-tu, néanmoins, Tom, que cette France protégée sans doute par une providence conservatrice, ou plutôt par le territoire le plus précieux qu'il y ait au monde,

malgré les fautes de son Gouvernement, son luxe immodéré, son immense consommation en denrées, en marchandises, en productions de toutes espèces étrangères à son sol; malgré la continuelle pénurie dans ses finances, le désavantage de son commerce, l'insouciance de ses habitans pour la prospérité de l'État, et le peu de secours que ses administrateurs retirent des connoissances de leur docte économie politique; croirois-tu, dis-je, que le sort lui conserve encore une répartition de trois arpens de terre en culture par individu, qui assurent l'existence commune, et plus de deux milliards en circulation, dans le temps que la Grande-Bretagne ne possède qu'un seul arpent cultivé pour chaque individu de sa population actuelle, et les avantages de son commerce !.....

Parbleu, dit le capitaine, j'avoue que je ne possède pas même un seul arpent pour le moment, mais je pourrai m'en procurer un grand nombre avec les 400 mille livres que j'ai gagnées sur les Français. Burke sourit, et où les prendras tu ? — Dans le Yorkscire, repliqua le capitaine. — Hé bien ! Tom, tu n'augmenteras pas notre

territoire d'une seule ligne , crois moi , retourne sur les mers , double tes capitaux avec les Français , c'est le plus grand mal que tu puisse leur faire.

En ce cas , dit le capitaine , je vais partir pour Canton , je parcourrai ensuite les deux Indes , je leur apporterai les choses les plus rares , les plus futiles , et les plus extraordinaires qu'ils ayent encore vues. — Tu es sûr , dit Burke , de vendre ta cargaison au prix le plus avantageux ; n'oublie pas de nous amener de leur meilleur vin , adieu.

Burke continua à préparer dans le silence du cabinet , et à l'insu de tout le monde , les matériaux qui devoient provoquer la ruine de la France , par l'effet combiné des nouveaux moyens qu'il se proposoit de faire adopter dans le traité de commerce qu'il projetoit. Néanmoins son zèle se ralentissoit par la jalousie et le chagrin secret qu'il éprouvoit , de voir le jeune ministre Pitt s'emparer exclusivement des rênes du Gouvernement.

Il apprit les premiers mouvemens qui agitèrent la France pendant l'assemblée des notables et l'assemblée constituante ; il se hazarda de publier quelques écrits ,

mais il garda toujours son arrière pensée.

La faveur que Pitt obtenoit de plus en plus, le désespéroit ; il devint taciturne ; son ambition fit place au dépit ; il s'indisposa insensiblement contre toutes les mesures qu'on vouloit prendre ; il gromeloit intérieurement contre le parti de la cour, sans oser se jeter dans l'opposition ; il vouloit bien perdre la France, mais il auroit désiré que ce fût par ses moyens.

La coalition de Pilnitz lui déplut, il en suivit cependant le mouvement ; et toujours attentif aux ressources que la France alloit déployer, il se reporta à ses calculs, pour juger à quel point cette crise pouvoit la réduire.

Il insinuoit cependant à ses amis qu'on auroit pu mieux faire, sans engager le Gouvernement anglais à tant de dépenses.

La suppression du clergé et de la noblesse de France, les biens immenses dont la nation s'empara, leur mise en vente, l'émission des assignats, la formation presque subite de dix armées qui attachoient plus d'un million de Français à la défense de leur pays ; tous ces événemens, aussi rapides qu'extraordinaires, déconcertèrent le

vieux Burke ; ses combinaisons se portèrent alors sur les grands résultats que cette commotion alloit produire dans toute l'Europe.

La retraite du roi de Prusse , la prise de la Belgique et l'attitude imposante que les Français commençoient à prendre , l'étonnèrent presque autant que le système de Pitt , dont la politique fut dès-lors de sacrifier les richesses de l'Angleterre à la ruine de la France.

Burke avoit abandonné ses calculs ; les prodigieuses ressources que faisoit naître la plus terrible révolution qui eût jamais existé , bouleversèrent ses idées ; il s'écrioit quel peuple ! quel peuple ! je ne le connoissois pas.

Plus de trois ans s'étoient écoulés depuis le départ du capitaine Barth. J'ai perdu mon ami , disoit Burke , je n'ai plus personne à qui je puisse confier mes mortels ennuis. Pitt est devenu maître absolu de l'Angleterre , il la ruinera , et je l'aurois enrichie. . . . Pauvre peuple ! plus pauvre et pitoyable roi !

Le vieux Burke se retira du grand monde , devint cacochyme , humoriste ; le grand administrateur disparut , on ne retrouvoit plus

plus qu'un homme foible , qui trembloit pour les maux à venir , mais qui les calculoit avec connoissance.

Le capitaine Barth arriva peu de temps après à Spithéad : il avoit rencontré un corsaire français sur sa route , il s'étoit battu comme un lion , mais plus foible et meilleur voilier , il avoit jeté sa cargaison à la mer pour faciliter sa retraite et se sauver ; il y étoit parvenu avec une jambe de moins , que la dernière bordée de l'ennemi lui emporta. Il se fit transporter auprès de son ami Burke , qui s'étoit retiré dans une campagne à dix milles de Londres.

Burke embrassa son cher Tom avec cette cordialité qui caractérise l'attachement qu'on a pour un véritable ami. Tu as perdu une jambe , lui dit Burke avec ce sentiment pénible qui découvre combien l'ame est profondément affectée. — Que faire à cela , répondit le capitaine , ils se sont vengés du tort que je leur ai fait depuis dix à douze ans , mais ils n'en ont retiré aucun avantage , j'ai tout jeté à la mer ; je ne possède plus que mon vaisseau bien endommagé. — Il te reste un ami , lui dit Burke en lui prenant la main. Mon

cher Tom , ta position et ton malheur me frappent d'autant plus qu'ils se rapprochent des tristes présages que j'ai sur l'avenir de notre chère patrie. Notre corps politique s'abandonne à tous les moyens les plus ruineux pour détourner le choc que cette infernale nation française va donner à la balance des intérêts des princes de l'Europe ; nous soutenons seuls le contrepoids du torrent embrasé dont les Français inondent tous les pays qui les avoisinent. Tu as jeté tes richesses à la mer pour en priver nos ennemis , et Pitt répand celles de toute l'Angleterre pour empêcher uniquement qu'ils ne deviennent trop puissans par leurs conquêtes. Voilà où nous en sommes réduits.

Comment cela se pourroit-il , dit le capitaine ? nos vaisseaux couvrent toutes les mers , notre empire n'y fut jamais plus assuré. — Oui , dit Burke , mais nous soldons inutilement tous les rois coalisés , et notre marine se bat avec les vents depuis le mois de janvier jusqu'au mois de décembre , consomme beaucoup de vivres , beaucoup d'agrès , dépense immensément pour ses radoub. — Et les bénéfices de notre commerce ? répliqua le capitaine. — Pour

vendre, mon cher Tom, il faut des acheteurs, les nations qui emploient leur superflu et leurs ressources à faire la guerre, ne peuvent guère se procurer des objets de consommation dont on peut se passer, et Pitt parvient néanmoins à persuader au parlement que, quoiqu'on ne vende pas, il faut toujours fournir de l'argent. — Voilà un mauvais commerce, dit le capitaine, car je vous préviens que le Portugal n'a plus d'or, nous le lui avons enlevé; l'Inde commence à être épuisée, et nous sommes obligés de nous y agrandir par de nouvelles conquêtes; il nous reste, à la vérité, beaucoup de marchandises et de productions étrangères de toute nature, mais que diable en ferions-nous si on nous les laissoit sur les bras?

Ce jeune homme, ce jeune homme nous perdra, dit Burke, c'est l'esprit le plus altier, le plus entêté, et si acharné à ses déterminations, que l'effroi que lui donne le murmure momentané du peuple, ne balance pas même l'amour-propre qui le domine, et l'orgueil de convaincre toute l'Europe qu'il règne sur l'Angleterre.

Notre banque est aux alois; il stimule



le crédit public par l'aspect imposant de notre marine ; l'orgueil national soutient le prestige qui anime nos chambres ; le parti de l'opposition voit le danger et se tait , de crainte d'aggraver notre situation ; la sagesse et cette prévoyance éclairée ne nous dirigent plus ; nous vogueons à la merci des événemens et des circonstances , et notre attitude fière encore aux yeux de l'univers , devient basse et suppliante dans les cours , même en leur offrant de l'argent.... Tel fut le sort de l'ancienne Tyr , tel fut celui de la fameuse Carthage.....

Le capitaine se roidit sur son siège , et sa jambe de bois frappa rudement contre le fauteuil de Burke. Je t'entends , dit celui-ci , tu frissonnes. Ecoutes-moi.

Avant ces temps malheureux , notre commerce rendoit toutes les puissances de l'Europe tributaires de l'Angleterre ; la France seule l'étoit devenue pour près de 150 millions par an ; actuellement nous remettons en subsides ce que nous avons gagné avec tant d'adresse , de soins et de hazards ; et nous sommes réduits à bloquer les ports des Français pour les empêcher de nous nuire.

En supposant une paix *in statu quo*

ante bellum, ce qui n'est pas présumable, notre dette nationale portée à dix milliards, notre banque épuisée, notre crédit affoibli, nous laisseront dans une position d'autant plus désastreuse, que les Français ayant disséminé leurs richesses, réduiront forcément leurs besoins, leur luxe et leurs consommations étrangères; et qui sait même si une nouvelle mode ne leur fera pas prendre à tâche de suivre le régime simple des républicains? n'ont-ils pas voulu ressembler aux Anglais de la tête aux pieds pendant un certain temps?

Si nous sommes privés des bénéfices immenses que nous faisons avec leurs propres denrées; si leur marine s'établissoit à l'instar de la nôtre; si nos manufactures leur devenoient inutiles; si nos marchandises de l'Inde cessoient d'être préférées à celles qu'ils fabriquent; s'ils s'avisent enfin de faire leur commerce avec leurs propres moyens, et qu'ils parvinssent successivement à spéculer exclusivement, ou seulement avec quelque faveur, avec les alliés qu'ils pourront faire!

Diab!e! dit le capitaine, savez-vous qu'ils nous ruineroient?

Eh ! que seroit-ce encore s'ils conser-voient leurs conquêtes ; cette Belgique si productive , les nouveaux ports qu'ils ont réunis , l'immense population qu'ils amalgameroient à celle qu'ils ont déjà ? Dans cette supposition , ajouta Burke , si cette nation dirigeoit ses moyens de finance et de commerce , comme nous avons fait , sur la consommation des productions étrangères au sol , et qu'elle vînt à spéculer , à transporter et à faire par elle-même son commerce d'exportation et d'importation , dont le mouvement se porteroit de 15 à 1600 millions , alors son commerce maritime pourroit bénéficier de plus de 200 millions sur lui-même , et le Gouvernement pourroit en retirer plus de 60 millions ; car , avoue-le , Tom , si nous avons exclusivement le mouvement de ce commerce , ne gagnerions-nous pas , soit en produits pour notre Gouvernement , soit en transports , soit en spéculations , les deux sommes que je viens d'établir ?

Pour dieu , dit le capitaine , en frappant sa jambe sur le plancher , virons de bord , ce point de vue me fait frémir... après un moment de réflexion , il ajouta , en effet

l'Angleterre a très-peu de superflu en denrées à exporter, si nos marchandises perdoient la faveur qu'elles ont obtenue, et que les Français n'en voulussent pas plus que de celles de nos établissemens de l'Inde, damnation ! ils nous feroient payer leurs vins, leurs eaux-de-vie, et leurs autres denrées ce qu'ils voudroient.

Mon cher Tom, dit Burke, il arriveroit précisément le contraire de ce que je voulois faire effectuer pour notre avantage et pour leur ruine..... Les extrêmes se touchent, Tom, ce peuple a été léger, insouciant, ne calculant sa grandeur que par son faste, aimant le luxe, les jouissances purement onéreuses à la société, et ne connoissant ses richesses que par le somptueux apparat des habitans des villes, ils détournoient les yeux de la misère du peuple, ils étoient sourds aux cris de leurs cultivateurs. Devenus libres, ils se sont jetés dans tous les écarts du délire, atroces, propagandistes de la plus dangereuse doctrine, on eût dit qu'ils vouloient changer leurs terres en salpêtre pour embrâser l'univers. La tourmente d'une si terrible révolution ne peut pas exister longtemps : reve-

nus à la raison , ils seront plus réfléchis ; s'ils parviennent à s'éclairer sur leurs véritables intérêts, c'en est fait de la grandeur et de la puissance de notre Empire!.....

Burke , toujours grand dans ses idées administratives , avoit déjà calculé la progression des richesses encore possibles que la France pourroit déployer , si elle parvenoit à conserver ses conquêtes ; et son génie embrassant les ressources qui resteroient à toutes les nations de l'Europe , méditoit encore sur les moyens de faire dominer l'Angleterre sur les mers. Il en étoit à établir ses résultats , lorsque le capitaine Barth entra , il lui apprit que la coalition n'existoit plus , mais que Pitt , fertile en moyens destructeurs , avoit porté tout l'effort de ses négociations à engager la Russie à en former une seconde plus formidable que la première , qui inonderoit l'Europe de barbares , ce qui devoit produire , d'après ses combinaisons , une espèce d'invasion qui désoleroit l'Allemagne et l'Italie , détruiroit beaucoup de Français , puniroit la Prusse de sa neutralité , et affoibliroit la Russie elle-même vis-à-vis la Porte , dont il veut tirer parti ; il se propose , ajouta-t-il , de solder

100 milles Russes toujours au complet, et réserve les moyens de l'Angleterre, pour harceler l'intérieur de la France, en y fomentant une guerre civile, soutenue par les atrocités les plus effroyables.

Burke s'écria avec fureur, cet homme est digne de marcher à la tête de ces horribles révolutionnaires français qui portent le feu et la mort avec une rage inconsidérée, et pour le seul plaisir de détruire ! et qui nous remboursera, et qui nous dédommagera des dépenses énormes que nous allons employer à cette guerre funeste ? est-ce le Russe épuisé ? est-ce l'Allemagne désolée ? est-ce l'Italie bouleversée ? est-ce la France dévastée et inculte ? . . . qu'elle politique grand dieu !! malheureuse Angleterre, un jeune homme sans expérience te fais perdre la sagesse et l'avantage de tes calculs politiques. Nos guerres ont toujours eu un point de direction utile, depuis plus de deux siècles ; convaincus que le territoire français nous a dans tous les temps repoussés par des moyens aussi irrésistibles qu'extraordinaires, nous nous sommes emparés de l'Empire des mers, et d'une partie du commerce du monde entier ; notre intérêt étoit de

parvenir à communiquer avec toutes les nations, avec cette prépondérance que les richesses et la puissance d'un Empire respecté donnent toujours ; l'adresse et les savantes spéculations de nos négocians, dirigées par nos traités commerciaux, nous faisoient des tributaires partout où les besoins, les goûts, les caprices et le luxe se manifestoient que les temps sont changés !

La France possède dans ce moment avec ses conquêtes, une population de 30 millions d'individus, elle jouit de 95 à 100 millions d'arpens d'excellentes terres en culture, elle peut trouver dans ses propres moyens de quoi rétablir le désordre de ses finances, la chance des événemens est entièrement de son côté.

A la paix, l'expérience du malheur rendra ce peuple plus sage, plus réfléchi, le desir de réparer ses pertes le portera au commerce. La morgue de la noblesse n'existe plus parmi eux ; leur marine prendra un essor utile dans les quatre parties du monde, et les productions de leur agriculture leur en fourniront les moyens.

Mais nous, mon cher Tom, accablés sous

le poids d'une dette immense, inondés d'une foule d'impôts qui ont triplé la mesure ordinaire, restreints dans notre commerce avec les nations de l'Europe, la plupart ruinées, désorganisées ou obérées par l'effet de la guerre, ou avec d'autres qui ont monté une marine protectrice qu'ils n'avoient pas, et avec laquelle ils pourront se procurer leurs besoins; que deviendront alors nos ressources commerciales!....

Le capitaine se leva, roidit ses bras, et s'écria en jurant, nous nous ferons flibustiers, corsaires, forbans!!!... — Hélas, dit Burke, il est bien cruel de finir par où nous avons commencé.....

Burke étoit si pénétré des idées tristes qui le dominoient, qu'il ne pouvoit plus concentrer son humeur sombre, ni les sorties amères qu'il faisoit contre le système de Pitt; il devint inabordable.

Le capitaine Barth étoit le seul qu'il voulût voir. Bientôt il ne sortit plus de sa chambre, il se tenoit habituellement dans un antique fauteuil de bois de mahony, et paroissoit absorbé de consommation. Sa tête s'affoiblit, il ne raisonnoit plus avec son cher Tom; celui-ci étoit triste et profon-

dément affecté de l'état de dépérissement de son ami, mais il ne le quittoit pas. Un jour Burke défendit qu'on lui servît du vin de France. Le capitaine le regarda, pâlit, et dit en lui-même : voilà un homme mort, il a prononcé sa condamnation. En effet, il mourut peu de temps après.

PAPILLON LATAPY.

